

Etats-Unis / Russie : La paille et la poutre

par Serge SUR

L'affaire géorgienne a fourni l'occasion à nombre de médias occidentaux, particulièrement en France, de réactiver un discours anti russe et de reprendre sans guère de distance la rhétorique de l'Administration américaine à l'encontre d'un pays qui n'est pas démocratique, opprime ses marges, menace ses voisins, ne joue pas le jeu de la coopération internationale contre les proliférateurs et autres Etats voyous, et utilise ses ressources pétrolières ou gazières comme moyen de politique nationale, au lieu de les ouvrir librement aux investisseurs et consommateurs occidentaux. L'intervention armée de la Russie contre la Géorgie, vaillante petite nation, a permis l'addition et la cristallisation de tous ces reproches à l'encontre d'un pays qui porterait en lui la nostalgie et le spectre redoutables de l'URSS. Alors que faire ? Les Etats-Unis et l'OTAN sont là, fort heureusement, pour défendre nos libertés et répandre partout la lumière et la paix. La promesse d'une adhésion de la Géorgie à l'OTAN, dans ces conditions, ne manquera pas de rétablir une stabilité dont le Caucase a bien besoin et qui ne peut manifestement pas être organisée sur une base régionale.

Bien sûr, tout ceci relève de la rhétorique, c'est-à-dire de l'art de persuader, d'un art de l'illusion qui masque la réalité, du sophisme. A vrai dire, il la masque mal, et relève plutôt de ce qu'au temps de la guerre froide on appelait de la *cheap propaganda*, mise en oeuvre par des *professional liars*, des menteurs professionnels. La réalité est que la Géorgie s'est conduite comme un Cuba occidental, que le regrettable président Saakashvili a joué avec un demi-siècle de retard les Fidel Castro venant chatouiller le grand voisin et que, tout comme les Etats-Unis en 1962, ce grand voisin a marqué en 2008 qu'il ne s'en laisserait pas conter. Encore la Russie avait-elle accepté de négocier l'évacuation de ses bases militaires en Géorgie et en avait quitté trois sur quatre, alors que les Etats-Unis maintiennent à Guantanamo une base au statut contestable et aux activités douteuses – sans parler du régime d'embargo que ce grand pays libéral impose à son petit voisin avec les résultats que l'on sait. Cette comparaison incite à regarder de plus près les postures internationales respectives des Etats-Unis et de la Russie, afin de savoir qui menace qui.

D'abord, leur environnement respectif : le Mexique et le Canada appartiennent-ils à des alliances militaires dont les Etats-Unis ne sont pas membres, et qui éventuellement, pourraient être dirigées contre eux ? Faut-il s'étonner que la Russie apprécie peu la présence dans l'OTAN de pays baltes qui lui sont ouvertement hostiles, et la perspective d'une adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, qui ne le sont pas moins ? Ensuite, les bases militaires à l'étranger : combien de bases américaines, de flottes de combat, de commandements, et où ? Un réseau en croissance permanente qui quadrille la planète, encercle la Russie, et exprime clairement une volonté de suprématie militaire universelle. Où sont les bases russes à l'étranger et qui menacent-elles ? Ensuite encore, les armes nucléaires. Quel est le pays qui conserve des armes nucléaires en territoire étranger, la Russie ou les Etats-Unis ? Quant au prétendu système anti-missiles, dont les éléments, américains, devraient être installés en Pologne et en République Tchèque, pays ouvertement hostiles, eux aussi, à la Russie, que dirait-on si la Russie prétendait en installer un en Belgique ou au Canada ?

Les Etats-Unis ont le mérite de ne faire nul mystère de leurs intentions. Leur politique extérieure consiste à promouvoir partout leur intérêt national, et la référence à cet intérêt national américain est le leitmotiv de tous leurs dirigeants, quelle que soit leur tendance. Cet intérêt national est d'exercer un leadership universel, et ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le monde. Qui ne s'y plie pas devient un ennemi, qui accepte d'y être assujéti devient un allié – les deux

termes sont synonymes, et le terme mensonger de partenariat dont ils font grand usage désigne la subordination. En d'autres termes, tout le monde doit s'incliner devant l'intérêt national américain, *suprema lex* de l'ordre international. La Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité, les limitations du droit de recourir à la force armée, le droit humanitaire, tout cela, qui a coûté des décennies d'efforts et a été le résultat positif des deux guerres mondiales, n'est qu'une *nutshell* que l'on broie dès lors qu'elle n'est pas conforme à l'intérêt national américain. Est-ce le cas de la Russie ?

Dans ces conditions, les Etats-Unis ne peuvent pas considérer qu'il existe d'autres intérêts légitimes que les leurs, et ne respectent rien ni personne en dehors d'eux-mêmes et de leur propre droit – et encore, pas toujours. On reproche ainsi à la Russie d'utiliser le gaz et le pétrole comme instruments de politique nationale. Mais quel pays ne mettrait pas à profit, dans toutes ses dimensions, pour défendre ses intérêts, un avantage qu'il possède ? Les Etats-Unis se préoccupent-ils des dégâts que provoque pour l'Europe la sous-évaluation du dollar, et leurs déficits gigantesques ? N'exportent-ils pas sans états d'âme leur crise des *subprimes* ? Il faut prendre au sérieux le propos du président Medvedev, disant que la Russie voulait être respectée. C'est au demeurant le cas de tous les Etats, et l'alternative américaine entre la *benign neglect* ou la mise au piquet des autres Etats est inquiétante.

Il n'est pas même pas besoin d'évoquer l'Iraq ou l'Afghanistan, ni le Kosovo. Il s'agit là de données circonstancielles, même si elles durent, et la prochaine Administration américaine amorcera peut-être des solutions en la matière. En revanche, la suprématie offensive de l'intérêt national américain, le dédain à l'égard du monde extérieur, la volonté de dominer ne disparaîtront pas de sitôt. Une telle prétention est évidemment lourde de dangers pour le monde, et pour l'Europe en particulier. Elle risque fort d'être une victime collatérale de cette volonté. D'ores et déjà, on peut se demander si elle est en mesure d'eupéaniser ses nouveaux membres ou si ceux-ci ne sont pas en passe d'otaniser l'Union européenne. Il faut le rappeler : la construction européenne, et en son cœur le noyau franco-allemand, passe par la réconciliation, non par la confrontation. L'Union ne peut prospérer, et même durer que s'il n'y a en son sein que des pays ayant surmonté leur passé, en paix avec eux-mêmes, en paix avec leurs voisins.

L'Union n'a que faire des revanchards et des boutefeux qui veulent à tout prix faire de la Russie un ennemi. Elle ne peut pas être le conservatoire des ressentiments, fantasmes et frustrations de l'histoire. Elle est à l'inverse un projet d'avenir qui repose sur le pluralisme, la diversité, la tolérance, et qui exclut le recours à la force pour régler les différends – bref, l'inverse de la Géorgie du président Saakashvili. L'Union a établi entre ses membres une paix structurelle qui est un miracle des relations internationales, la plus grande réussite de l'après deuxième guerre mondiale. Pour stabiliser la sécurité de l'Europe tout entière, elle a évidemment besoin de la Russie, et d'un partenariat confiant avec la Russie. L'Union comme la Russie ont des intérêts légitimes de sécurité en Europe. Ils en sont les deux piliers, et ne doivent pas se laisser intimider par les manœuvres et entreprises irrationnelles de dirigeants qui provoqueraient volontiers une nouvelle guerre mondiale pour satisfaire leur *hubris*.

Du point de vue de la stabilité de la sécurité européenne, les élargissements de l'OTAN ont été contre-productifs. Qui disait qu'il ne fallait pas rétablir de nouvelles lignes de clivage en Europe ? Tous les pays d'Europe occidentale ont tenu ce langage, et c'est pourtant exactement ce qui en train de se passer à la suite de ces élargissements. Ils correspondent peut-être à l'intérêt national américain, mais certainement pas à l'intérêt de l'Europe. L'OTAN ne contient en aucune manière les Etats-Unis, comme certains ont pu l'espérer : ils savent bien le contourner si besoin, comme l'affaire du système anti-missiles le démontre. Ou alors il faut aller jusqu'au bout et y intégrer la Russie. Sinon, contre qui cette alliance défensive est-elle dirigée ? La Russie représente t-elle une

menace, et laquelle ? Il faut, si c'est le cas, clairement l'identifier, la nommer, et agir en conséquence. Pour l'instant, on se livre à des provocations permanentes qui risquent de créer ce que l'on prétend vouloir éviter, une prédiction auto-réalisatrice. La crise géorgienne devrait à l'inverse fournir l'occasion d'un dialogue stratégique sur la sécurité européenne entre l'Union européenne et la Russie, dialogue qui ne doit pas être abandonné aux esprits vindicatifs de l'OTAN. L'initiative prise à cet égard par la présidence française de l'Union européenne pour aboutir à un accord de cessez le feu en Géorgie a été un pas très utile dans cette direction.